



**année
politique
suisse**

DOKUMENTATION · ANALYSE · DIFFUSION



European Research Council

Established by the European Commission

The Regulating Civil Society Project:
Questionnaire sur l'organisation des partis politiques en Suisse
Rapport

University of Exeter, Mars 2017

Ce projet de recherche a été soutenu financièrement par l' European Research Council. Il fait partie du European Union's Seventh Framework Programme (FP7/2007-2013) / ERC Drittmittelprojekt 335890 STATORG.

1. Caractéristiques de base du questionnaire

Questionnaire:	L'organisation des partis politiques en Suisse
Date de clôture:	Novembre 2016
Responsables:	The Regulating Civil Society Project
Partenaires:	Année Politique Suisse (APS), Bern
Population:	197 (partis politiques nationaux et partis frères régionaux)
Réponses:	142 (taux de réponses : 72%)

2. Description des données

Ce rapport présente une première interprétation des données provenant du questionnaire. Suivant la structure du questionnaire, nous présenterons dans la première partie les caractéristiques les plus importantes des organisations partisanes ici étudiées et, dans la deuxième partie, les caractéristiques de leurs adhérents. Dans la troisième partie, nous exposerons les informations en rapport aux ressources et au personnel. Finalement, nous décrirons les activités principales des organisations ainsi que les défis signalés par les organisations partisanes ici étudiées. En annexe se trouvent les distributions de fréquences les plus importantes.

2.a. Caractéristiques des organisations partisanes

D'après nos résultats, les partis suivent principalement des objectifs profitant à leurs électeurs : 78% des partis ayant répondu indiquent cet objectif-là. 17% des partis suivent des objectifs profitant majoritairement à des non-membres (au-delà de leurs membres et de leurs électrices et électeurs). Seuls 5% des partis suivent des objectifs profitants principalement à leurs membres. Une organisation partisane est âgée en moyenne de 69.2 années. Néanmoins, de grosses différences peuvent être constatées entre les partis : le parti le plus jeune a tout juste une année, alors que le plus vieux parti a 186 ans. La plupart des partis furent ont été fondés par un groupement de citoyennes et de citoyens. Les partis ayant pris part au questionnaire sont majoritairement organisés en sous-groupes régionaux et locaux.

Résumé: caractéristiques typiques d'un parti

- **Orientation: Objectifs profitants majoritairement aux électeurs**
- **Moyenne d'âge: 69.2 ans**
- **Nature de la création: Nouvelle création**
- **Fondateurs: un groupe de citoyennes et de citoyens**
- **Structure: organisation nationale avec des sous-groupes régionaux et locaux**

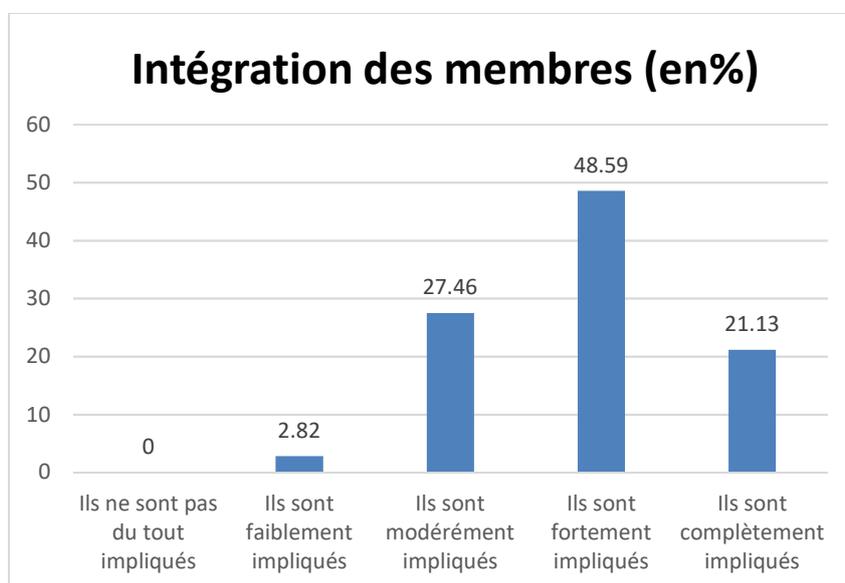
Les études sur les partis politiques ont établi que l'origine d'un parti a une influence sur son développement futur (Panebianco 1988). C'est pour cette raison que la nature de la création du parti ainsi que ses fondateurs ont été demandés dans notre questionnaire. 53% des partis indiquent avoir été fondés récemment. 28% des organisations partisanes ayant répondu ont émané d'une fusion d'organisations déjà existantes. 11% sont la conséquence de scissions d'une ou de plusieurs organisations déjà existantes. 65% des partis disent, dans le protocole, avoir été fondés par un groupe de citoyennes et de citoyens. 31% indiquent qu'une ou plusieurs organisations déjà existantes ont fusionné pour former le parti actuel. 2% furent fondés par une seule personne. Concernant leur structure d'organisation, 42% des partis ont indiqué être constitués d'une organisation nationale avec des sous-groupes régionaux et locaux. 22% des partis se caractérisent comme organisation régionale avec des sous-groupes locaux et 21% des partis se caractérisent comme organisation régionale appartenant à une faitière nationale.

2.b. Caractéristiques des adhérents des partis

Les membres des partis sont importants pour ces derniers, car en plus de collaborer et d'être actifs lors des campagnes électorales et lors des votations, ils le sont également dans le quotidien des affaires du parti en remplissant diverses fonctions (Scarrow 1996, Van Haute and Gauja 2015).

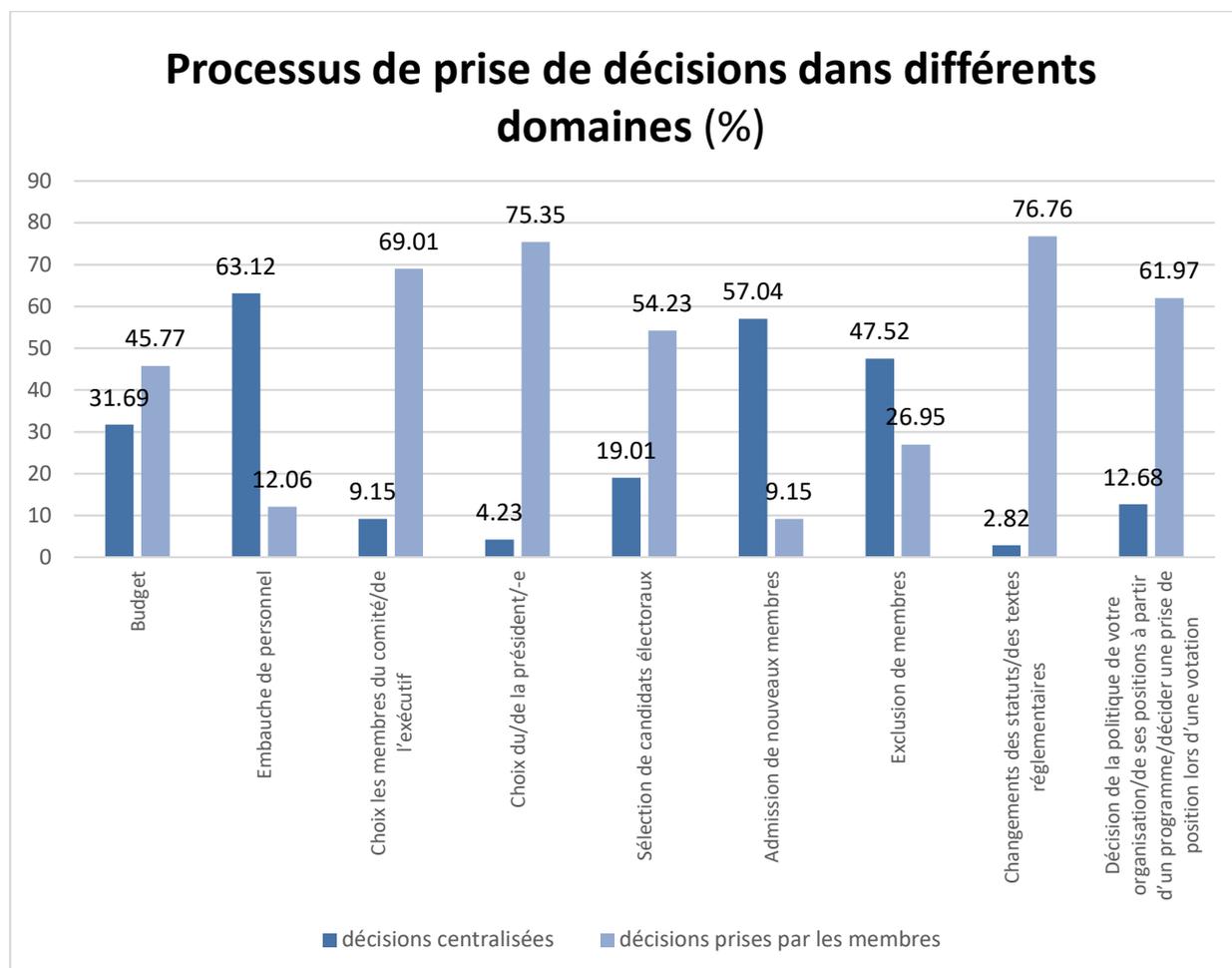
La grande majorité des partis ayant pris part à notre questionnaire (89%) sont constitués de membres individuels, le reste, d'un mélange entre personnes individuelles et organisations ou associations. De grosses différences apparaissent dans le nombre de membres des partis. En moyenne, 5020 membres sont identifiés au sein des partis ayant participé au questionnaire. Le plus petit parti dans notre échantillon a quatre membres ; le plus grand possède plus de 120'000 adhérents. 39% des partis rapportent que le nombre de leurs membres a augmenté, tandis que 19% admettent que ce nombre a diminué. 42% des partis indiquent, dans le protocole, une stabilité du nombre de membres.

A quel point les membres des partis sont-ils intégrés? A cette question, une majorité des partis (dans l'ensemble 70%) déclare que leurs membres sont fortement ou complètement impliqués. Plus d'un quart des partis ayant répondu à notre questionnaire (27%) indique que leurs membres sont simplement modérément impliqués et chez 3% des partis, les membres ne sont que faiblement impliqués. Pour 27% des partis, l'implication des membres s'est renforcée durant ces cinq dernières années – c'est-à-dire, fortement ou très fortement renforcée. 56% des partis indiquent que l'implication des membres est restée stable durant ces cinq dernières années.



Le degré d'implication des membres dans les processus de prise de décisions à l'interne des partis varie énormément en fonction du domaine de décision. Par exemple, la plupart des partis ayant pris part implique leurs membres en ce qui concerne les décisions relatives à la nomination du comité/de l'exécutif, à l'élection du ou de la président-e, au choix de candidats électoraux, au changement des statuts/des textes réglementaires ainsi qu'aux décisions quant à l'orientation politique. En outre, 46% des partis permettent à leurs membres de participer à la prise de décision quant aux questions

budgétaires. Dans ces domaines, la majorité des partis (entre 77%-46%) indique laisser la possibilité à leurs membres, au travers de votations ou d'élections, de prendre des décisions de manière directe. En comparaison, l'embauche de personnel ainsi que l'admission et l'exclusion des membres se décident de manière centralisée (c'est-à-dire au travers de représentants, du comité/de l'exécutif ou du personnel).



Le type de processus de prise de décisions s'est montré très stable (dans tous les domaines) durant ces cinq dernières années. Seulement 12% des partis ont indiqué avoir changé ces processus. Généralement, les membres ont, à travers ce genre de réformes, été impliqués plus fortement dans les prises de décisions, ce qui reflète la tendance présente dans d'autres démocraties occidentales (Gauja 2017).

2.c. Ressources et personnel

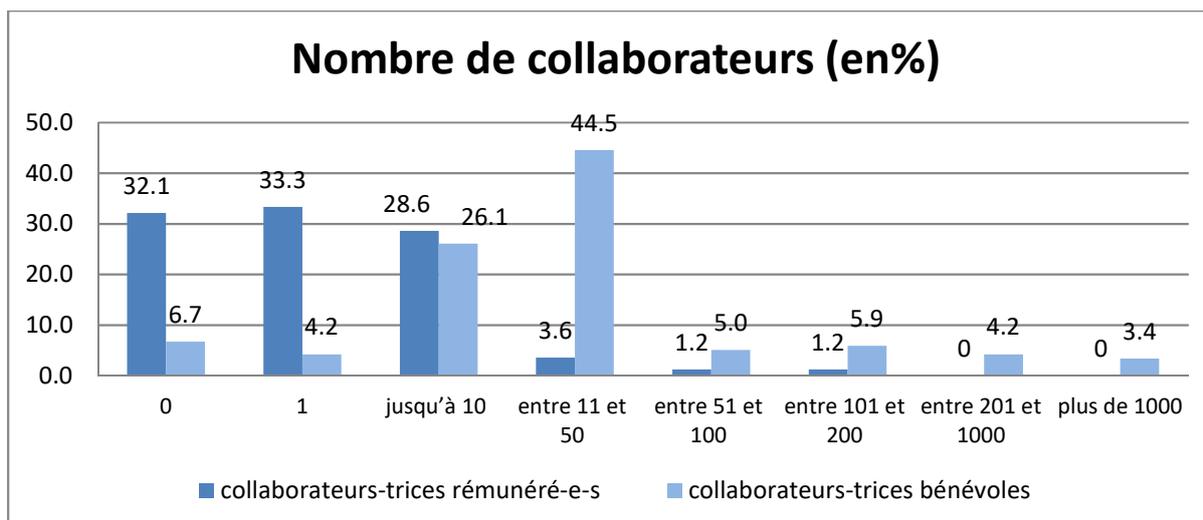
L'accès aux ressources est important pour les partis, pour le maintien des activités centrales. Les moyens financiers sont essentiels – non pas seulement pour participer à des élections, mais également pour les tâches administratives quotidiennes et le maintien de l'organisation partisane. De manière générale, ces ressources permettent aux partis d'engager des collaboratrices et des collaborateurs et

d'acheter de l'expertise à l'externe (via des conseillères et des conseillers), ce qui permet à son tour une professionnalisation des processus à l'interne des partis.

Comment se financent les partis en Suisse? En comparaison à d'autres pays européens, les partis ne reçoivent que peu de subventions étatiques : Il n'existe pas de financement direct des partis (Nassmacher 2009; Biezen and Kopecký 2015). Les moyens étatiques ne constituent pas, pour la majorité des partis ayant pris part au questionnaire, une source de revenu centrale – à la différence des partis dans d'autres pays. Les contributions d'organisations ou de personnes individuelles (65%), les donations et les prélèvements sur les mandats (payés par les élus) (52%) sont invoqués par les partis interrogés comme étant des sources de revenu très importantes. Une source de financement centrale supplémentaire pour environ 30% des partis sont les dons ou les cadeaux de personnes individuelles. La plupart des partis soulignent ainsi l'importance des moyens privés par rapport aux moyens étatiques. Pour seulement 14% des partis, les réductions d'impôts sur les donations, vu comme incitatif pour les donateurs privés, sont une forme très importante de soutien étatique. La grande majorité des partis indiquent que les moyens étatiques ne sont pas une source importante de revenu – indépendamment de la provenance, que ce soit au niveau national (75% des partis affirment que ce n'est pas important) ou à d'autres niveaux (local, régional, UE, international ; 60% des partis). Ce n'est donc que peu étonnant que seule une minorité des partis considèrent les dépenses administratives provenant de la demande pour l'obtention de soutiens étatiques comme très lourdes (2%). La majorité des partis (61%) classent ces coûts administratifs comme étant non contraignants.

Pour la grande majorité des partis (82%), l'importance relative des sources de revenu ne s'est pas modifiée durant ces cinq dernières années.

80% de tous les partis indiquent avoir des collaboratrices et collaborateurs qu'ils rémunèrent. En moyenne, les partis peuvent se reposer sur quatre collaboratrices et collaborateurs rémunérés, avec un maximum de 170. Environ quart collaborateurs-trices travaillent, en moyenne, pour des tâches stratégiques ou politiques, tandis que trois, en moyenne, sont responsables de tâches administratives. Dans l'ensemble, plus de la moitié des partis (61%) ont indiqué que leur nombre de collaborateurs-trices est resté stable ces cinq dernières années. En revanche, 17% des partis indiquent que leur nombre de collaborateurs-trices rémunéré-e-s s'est réduit tandis que pour 21% des partis, de nouveaux/nouvelles employé-e-s rémunéré-e-s ont été engagé-e-s durant cette période temporelle.



La plupart des partis profitent, de plus, du soutien de collaborateurs-trices travaillant bénévolement (84%). En moyenne, les partis disposent de 94 personnes fournissant un travail partisan non-rémunéré. Ce nombre varie entre 0 et 3300. Pour la moitié des partis, le nombre de bénévoles est resté stable ces cinq dernières années, alors que 29% signalent une augmentation de ce nombre.

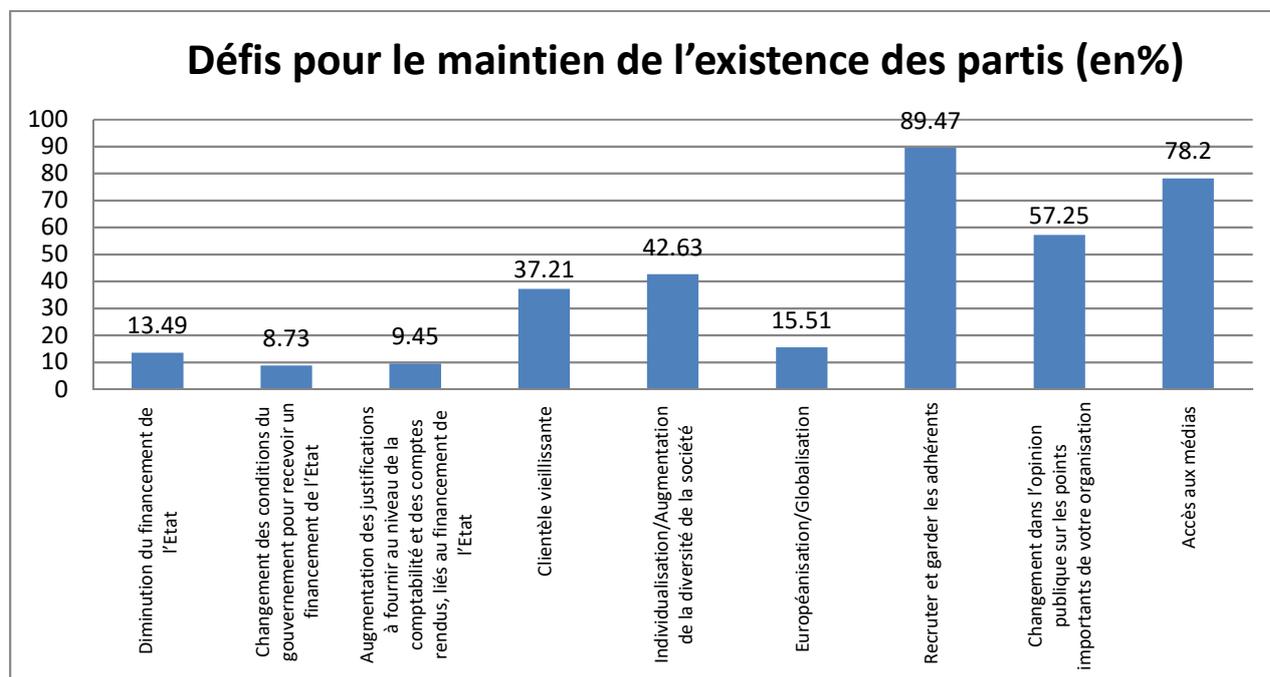
2.d. Activités principales et défis

Les partis politiques sont des acteurs démocratiques centraux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des institutions publiques. Il est important d'éclairer, dans cette relation, quelles sont les activités auxquelles les partis se consacrent prioritairement.

Afin de gagner en influence politique, la majorité des partis se consacrent « souvent » ou « toujours » aux activités suivantes : ils contactent des journalistes, écrivent des lettres aux éditeurs et publient des communiqués de presse (87%) ou bien prennent part à des réunions publiques de consultation (63%). De plus, les partis utilisent, bien entendu, les campagnes électorales et/ou les votations afin d'exercer de l'influence politique (80%) et coopèrent avec un ou plusieurs autres partis politiques (60%). En comparaison, les partis n'utilisent que « parfois » l'achat d'espaces publicitaires dans les médias, l'organisation de débats et de conférences de presse ainsi que la coopération avec des groupes d'intérêts ou des lobbyistes. Ils ne prennent « jamais » ou « rarement » part à des activités de désobéissance civile ou des actions directes illégales. Il en est de même des donations à des (autres) partis politiques ainsi que des analyses publiques et des rapports de recherche afin d'exercer une influence politique. Pour la grande majorité des partis (85%), les activités utilisées à des fins d'influence politique n'ont, durant ces cinq dernières années, pas changé.

Quels défis perçoivent les partis ayant pris part au questionnaire et comment se posent-ils à ceux-ci ? La majorité des partis (82%) rapportent être en concurrence directe pour l'obtention de membres, d'argent et d'autres ressources avec d'autres organisations ayant des buts similaires. De plus, les partis jugent les défis suivants comme assez ou très important pour le maintien de leur organisation :

le recrutement de membres et le maintien des adhésions (environ 89%), l'accès aux médias (78%) et le changement dans l'opinion publique sur les points importants de leur organisation (environ 57%).

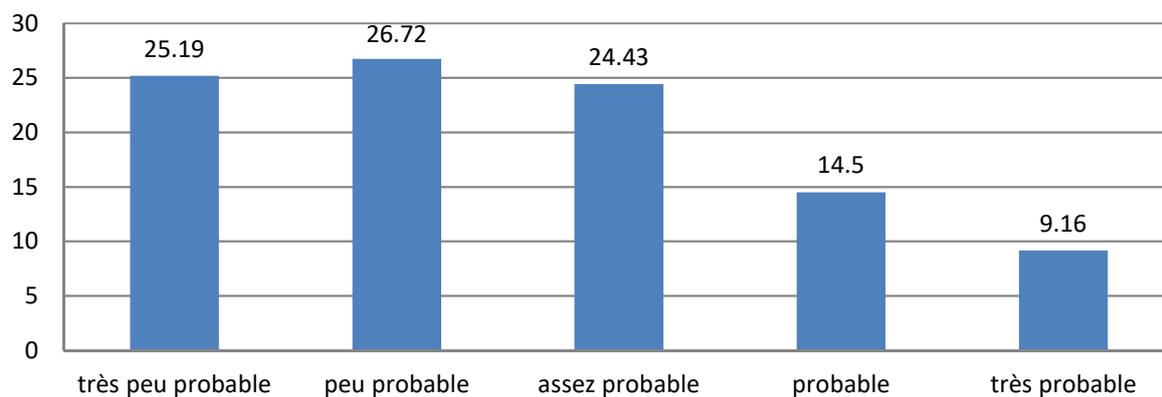


Pour maîtriser ces défis, les partis suivent différentes stratégies : d'un côté, ils essaient d'impliquer plus fortement leurs membres et essaient de leur proposer plus de possibilités de participation. Par ailleurs, à l'aide de réformes, les partis essaient d'augmenter l'efficacité des processus de prise de décisions. D'un autre côté, les partis essaient d'élargir les domaines de compétences sur lesquels ils se concentrent, afin d'aborder une clientèle plus étendue. L'influence politique devrait, en outre, être renforcée au travers de changements de stratégies

En ce qui concerne les stratégies internes, environ 44% des partis indiquent avoir ajouté des nouvelles structures locales et/ou régionales à leur organisation. Presque 56% des partis ayant répondu rapportent avoir élargi les possibilités offertes à leurs membres de participer à des activités de type organisatrices. En outre, 52% des partis ont rendu leurs processus de prise de décisions plus efficace. En ce qui concerne les stratégies externes, 54% des organisations partisanes ont élargi leurs domaines de compétence et environ 42%, la clientèle qu'ils affirment représenter. 43% ont changé leur stratégie afin de pouvoir exercer une influence plus grande sur les politiques publiques.

Les partis sont divisés face à la question de savoir si, dans les cinq ans à venir, les chances de survie de leur organisation pourraient être mise en danger : 39% ont répondu avec « probable » ou « assez probable », alors qu'une petite majorité (52%) considèrent cette menace comme « très peu » ou « peu probable ».

Remise en question de l'existence du parti (en%)



2.e. Bibliographie

Gauja, A. 2017. *Party Reform: The Causes, Challenges, and Consequences of Organizational Change*, Oxford: Oxford University Press.

Nassmacher, K.-H. 2009. *The Funding of Party Competition: Political Finance in 25 Democracies*. Nomos: Baden-Baden.

Panbianco, A. 1988. *Political Parties: Organization and Power*. Cambridge: Cambridge University Press.

Scarrow, S. 1996. *Parties and Their Members: Organizing for Victory in Britain and Germany*. Oxford: Oxford University Press.

van Biezen, I. and P. Kopecký. 2015. Patterns of Party Funding in European Democracies: State Subsidies and the Party Organization, Paper prepared for presentation at the ECPR General Conference, Montreal, 26-29 August.

van Haute, E. and A. Gauja. 2015. *Party Members and Activists*. London: Routledge.

Whiteley, P.F. 2011. Is the Party Over? The Decline of Party Activism and Membership across the Democratic World. *Party Politics*. 17(1): 21-44.